

PS



Secrétariat national à la Riposte

19 avril 2013

PUBLICATION DU PATRIMOINE DES MINISTRES : AVANCER VERS LA TRANSPARENCE DE LA VIE PUBLIQUE

Conformément à l'annonce du président de la République, les ministres ont rendu public leur patrimoine le 15 avril.

Il ne s'agit pas d'une mesure isolée et simplement symbolique, mais du chemin engagé depuis juin dernier sur la transparence de la vie publique, accélérée à la suite de l'affaire Cahuzac.

Ces déclarations avaient été transmises à la Commission pour la transparence financière de la vie politique au début du quinquennat. Ces versions publiées ont été mises à jour. Elles viennent compléter les déclarations d'intérêts de chaque ministre, mises en ligne dès le début du quinquennat, et porteuses d'informations importantes quant à d'éventuels conflits d'intérêts.

La transparence de la vie publique constitue à la fois une exigence et une attente

- > Elle nécessite l'exemplarité des élus qui, dans leur immense majorité et comme l'a rappelé la semaine passée le président de la République « *se dévouent pour le bien public, sans en tirer le moindre avantage* ».
- > Elle permet de restaurer puis de pérenniser le lien de confiance entre les politiques et les citoyens
- > Elle suppose une lutte renforcée contre la corruption et pour la moralisation de la vie publique et économique. D'où le combat acharné qui s'engage contre la fraude fiscale qui représente 40 milliards par an soit 2 points de PIB, contre l'évasion fiscale qui est elle aussi évaluée à 40 milliards d'euros par an.

Bon à savoir

La totalité des sommes concernées à travers le monde par les paradis fiscaux représente près du PIB annuel des USA, soit 14 000 milliards de dollars.

Elle exige aussi une profonde évolution de la vie démocratique, avec entre autres :

- > Le renforcement de l'indépendance de l'autorité judiciaire
- > La révision du statut du Chef de l'État

> La transparence des patrimoines des ministres, des parlementaires et des grands responsables d'exécutifs locaux

> La lutte contre le conflit d'intérêt, avec entre autres l'incompatibilité entre un mandat parlementaire et certaines professions

C'est dans cet esprit, que les ministres se sont engagés dans cette voie, afin de faire cesser le soupçon et d'écarter les rumeurs générées par l'opacité.

Il ne s'agit ni d'une diversion, ni d'une forme de « *voyeurisme* ». De ce point de vue, les propos outranciers tenus par Henri Guaino « *un danger pour la démocratie* » sont indécents. La décision de rendre public le patrimoine des ministres constitue finalement un alignement tardif sur la pratique en cours dans les 9/10^e des pays de l'Union européenne et dans toutes les grandes démocraties occidentales. Cette pratique les a-t-elle déstabilisées ? Evidemment non !

Beaucoup en parlent, seule la gauche met en pratique les outils nécessaires à la transparence de la vie publique !

Le Premier ministre a reçu jeudi 11 avril les présidents des deux assemblées et les représentants des groupes parlementaires afin de recueillir leurs propositions et leurs réactions sur les mesures envisagées par le gouvernement. Maintenant il faut interpeller les élus de l'opposition : voteront-ils l'ensemble des dispositifs annoncés par François Hollande pour la transparence de la vie publique, la lutte contre la fraude fiscale et les paradis fiscaux, ou bien y feront-ils obstacle, comme ils l'ont fait si souvent par le passé ?

RIPOSTE

LA SITUATION DE PSA À AULNAY

Une quarantaine de salariés de l'usine PSA de Aulnay a interrompu par la force les travaux du Conseil national du Parti socialiste qui se réunissait samedi dernier afin de faire part de leurs doutes concernant l'évolution du site d'Aulnay. Harlem Désir a pris la décision de laisser les manifestants exposer leurs revendications avant de recevoir une délégation en compagnie de Guillaume Bachelay, Jean-Marc Germain et du député de la circonscription d'Aulnay, Daniel Goldberg.

Après l'irresponsabilité du gouvernement de Sarkozy, la gauche s'est engagée avec force auprès des ouvriers de PSA

Trop longtemps différée par la direction de PSA sous la pression du gouvernement précédent pour des raisons électoralistes, une restructuration des usines du groupe PSA a été engagée l'été dernier. La fermeture du site d'Aulnay, certainement envisagée depuis des années, faisait partie de ce plan. Le gouvernement a aussitôt exigé qu'une évaluation contradictoire des motivations industrielles de ce plan ait lieu, avec un expert indépendant et avec les partenaires sociaux de PSA. Les rapports Sartorius et Secafi ont tous deux montré qu'un plan de restructuration de PSA était inéluctable.

Sous Sarkozy et Fillon, des milliards d'euros ont été injectés sous différentes formes, sans aucune contrepartie sociale, pour dissimuler la gestion calamiteuse du groupe : des pertes évaluées à 200 millions par mois, un bénéfice divisé par 2 en 2011, selon Philippe Varin lui-même.

Le gouvernement agit

La forte pression du gouvernement a pesé dans le changement d'attitude du groupe PSA. Celui-ci s'est engagé à trouver une solution pour chaque salarié, y compris ceux du site d'Aulnay, qui malheureusement devra fermer : aucun d'entre eux ne se retrouvera sans emploi !

Le dialogue social, mis en place et réclamé par le gouvernement, a abouti à un projet d'accord au sein du Comité Central d'Entreprise le 18 mars dernier. 5 organisations syndicales, représentant 76 % des salariés, ont voté (15 voix sur 20) les mesures sociales et d'accompagnement pour les sites d'Aulnay et de Rennes. La démocratie sociale et le dialogue social ont surmonté la vision exclusivement financière défendue jusque là par les dirigeants du groupe PSA.

Cet accord, très majoritaire, doit être respecté dans tous ses termes. Il faut respecter les droits des salariés.

La mobilisation de l'État se poursuit :

- > Nomination d'un conciliateur par le ministre du Travail, Michel Sapin
- > Implication continue dans le dialogue social
- > Participation aux réflexions stratégiques
- > Garanties apportées à la Banque PSA Finance
- > Entrée au Conseil de surveillance de 2 salariés et de deux administrateurs indépendants, dont Louis Gallois
- > Mise en place de conférences tripartites pour favoriser le dialogue social.

Ce sont autant d'atouts pour relancer l'entreprise PSA.

L'inquiétude des salariés et de leur famille est légitime, le gouvernement et le Parti socialiste sont mobilisés pour sortir de cette crise.

La crise que nous traversons dans l'automobile est européenne à de rares exceptions près. Ce climat économique n'est pas favorable en dépit de toutes les avancées et réformes avancées depuis juin 2012. Mais des premiers résultats ont déjà été obtenus : solution d'emploi pour tout salarié, maintien d'une activité industrielle à Aulnay, revitalisation du bassin d'emploi autour du site de Rennes, accompagnement des sous-traitants.

L'engagement pris sera tenu, aucun salarié ne se retrouvera au chômage. Au travers de la réindustrialisation et du reclassement des salariés des deux sites concernés (Aulnay et Rennes), une solution sera trouvée pour chacun.

MARIAGE POUR TOUS : FACE À LA RADICALISATION ET LA VIOLENCE DES OPPOSANTS, LA DROITE DOIT SORTIR DE SON SILENCE

À l'occasion de l'examen du projet de loi au Sénat, les opposants au mariage pour tous ont amplifié leurs actions violentes non seulement devant le palais Bourbon, mais aussi devant les lieux d'habitation de plusieurs responsables politiques (Erwann Binet, Francois de Rugy, Chantal Jouanno) ou lors de réunions publiques comme ce fut le cas pour Caroline Fourest qui a été poursuivie une journée entière.

« Ces actes de terreur idéologique, accompagnés de violence contre les forces de l'ordre, montrent que toutes les limites de la loi et de la raison ont été dépassées par certains opposants au mariage pour tous. Les ambiguïtés et les silences de la droite ont encouragé ces débordements, Monsieur Jacob annonçant une "confrontation violente" et Monsieur Copé imputant un "coup de force" à la majorité : cette rhétorique radicalise la situation au lieu de préserver la sérénité du débat républicain », Harlem Désir.

Il n'est pas acceptable de remettre en cause les fondements du fonctionnement de la démocratie comme le font les responsables de l'UMP

Il n'y a ni dévoiement des institutions, ni manipulation de l'opinion. Les choix et les actes du président de la République et du gouvernement ont scrupuleusement respecté la représentation nationale, les règles démocratiques ; ils confirment les engagements pris devant les Français.

Ils rejettent le fonctionnement républicain de nos institutions

Les arguments sectaires et réactionnaires avancés par ces opposants, instrumentalisés par certains intégristes religieux, les mouvements extrémistes, révèlent un rejet de la République.

Une droite complaisante et silencieuse sur l'essentiel

Aujourd'hui, la droite n'a plus aucune maîtrise politique et ne résiste à aucune surenchère. Elle est dans le déni démocratique, considérant qu'elle est seule porteuse des valeurs républicaines. Sa complaisance, passive ou active, à l'égard de ces mouvements extrémistes ayant des comptes à régler avec la République est inacceptable.

Les opposants à cette loi veulent attiser les haines, on le constate avec la recrudescence des violences homophobes, la traque aux parlementaires, ainsi qu'aux intellectuels soutenant, le projet. L'UMP se doit de désavouer des propos et des actes qui relèvent d'une radicalisation aussi dangereuse que révélatrice d'une vraie dérive.